



Réponse de Odigo à la consultation Publique ARCEP

« Plan de numérotation et règles de gestion »

Juin 2019



Question 1. Que pensent les acteurs du scénario d'assouplissement de la contrainte géographique applicable aux numéros géographiques (partie 4) ?

Odigo est globalement favorable au scénario d'assouplissement de la contrainte géographique applicable aux numéros géographiques.

En revanche, compte tenu de la date d'application de la seconde phase fixée au 1^{er} janvier 2023 pour transformer l'ensemble des numéros géographiques en numéros polyvalents, Odigo souhaiterait une première phase d'un périmètre plus large.

En plus de l'extension du périmètre géographique de conservation des numéros géographiques en cas de déménagement au sein de la même Zone, il serait souhaitable d'autoriser l'affectation de nouveaux numéros à des utilisateurs finals au sein d'une même Zone dans le respect de cette Zone mais indépendamment des ZNE.

Cela permettrait de mettre fin à l'inefficacité dans la gestion des ressources en numérotation dès le 1^{er} janvier 2020.

Question 2. Que pensent les acteurs des mesures proposées relatives aux évolutions européennes et nationales (partie 5) ?

Odigo partage la nécessité de renommer les numéros « non géographiques » désignant, dans le plan français, la seule catégorie des numéros commençant par 09 afin d'être en cohérence avec la définition donnée par la directive (UE) 2018/1972 du Parlement Européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen.

Il semble important à cet effet qu'il puisse y avoir une harmonisation des terminologies utilisées au sein de l'Union européenne. Or, le terme « polyvalent » ne paraît pas déclinable à l'échelle européenne.

Odigo préconise d'utiliser une terminologie plus longue mais plus explicite et utilisable au sein de l'Union telle que numéro « non-géographique interpersonnel fixe ».

Question 3. Que pensent les acteurs des mesures proposées relatives à l'amélioration des processus (partie 6) ?

Odigo est favorable aux mesures proposées relatives à l'amélioration des processus, notamment l'allongement du délai de 2 à 3 mois exigé pour solliciter ou autoriser un transfert de ressources qui va permettre de résoudre les difficultés opérationnelles rencontrées actuellement.

Question 4. Que pensent les acteurs des mesures proposées relatives à la simplification et la clarification des règles (partie 7) ?



Odigo n'a pas de commentaire sur les mesures proposées relatives à la simplification et la clarification des règles.

Question 5. Que pensent les acteurs des mesures proposées relatives à l'amélioration de la gestion des ressources en numérotation (partie 8) ?

Odigo est favorable aux mesures proposées relatives à l'amélioration de la gestion des ressources en numérotation et plus particulièrement à l'allocation des codes R1R2 « 00, 01 et 98 » afin de permettre aux opérateurs qui le souhaitent de continuer à transmettre à l'interconnexion l'information de localisation.

Question 6. Que pensent les acteurs des mesures proposées visant à expérimenter l'authentification de l'identifiant de l'appelant (partie 9) ?

Odigo, en tant que membre de la Fédération Française des Télécoms, défend la position exprimée par la Fédération dans sa contribution.

Question 7. Les acteurs souhaitent-ils faire part à l'Autorité d'autres commentaires sur le document « *Projet de décision modifiant la décision établissant le plan national de numérotation et ses règles de gestion* » et ses annexes mis en consultation ?

Odigo n'a pas d'autres commentaires.